**Direction des Affaires Immobilières et du Patrimoine – Pôle aux occupants**

|  |
| --- |
| **LUTTE CONTRE LES RONGEURS ET LES INSECTES**  **DES IMMEUBLES DE L’ASSEMBLÉE NATIONALE**  **ACCORD-CADRE 2024DAIP-48** |

**ACTE D'ENGAGEMENT**

Référence de l’accord-cadre : **2024DAIP-48**

Nature de la procédure : **Procédure adaptée (L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-5 du code de la commande publique)**

Pouvoir adjudicateur : **Assemblée nationale**

Représentant du pouvoir adjudicateur : **Collège des Questeures de l'Assemblée nationale**

Comptable assignataire des paiements : **Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale**

**Article PREMIER – Objet et nature DE L’ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de lutte contre les rongeurs et de désinsectisation des immeubles de l’Assemblée nationale, avec obligation de résultat.

Les prestations attendues sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

**Article 2 – engagement du contractant au titre DE L’ACCORD‑CADRE**

## 2.1 Cadre à remplir si le contractant est une entreprise individuelle :

Nom, prénoms et qualités du signataire :

**Agissant en mon nom personnel**

Domicilié à : (adresse complète)

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

- code d'activité économique principale (APE) :

- n° d'inscription :

au registre du commerce et des sociétés [[1]](#footnote-1) :

au répertoire des métiers 1 :

- références d'inscription à un ordre professionnel :

**Adresse mèl à laquelle notifier la décision relative à l’attribution de l’accord-cadre :**

……………………………………………………………………………………………………………………………………………….

*Le candidat reconnaît avoir pris connaissance du mode de notification par mèl, au mèl ci‑dessus renseigné par lui, de la décision relative à l’attribution de l’accord-cadre.*

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et de tous les documents qui y sont mentionnés,

Je m’**ENGAGE** sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées aux conditions définies par le présent accord-cadre. L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l’accord-cadre m'est attribué dans un délai de **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

## 2.2 Cadre à remplir si le contractant est une société (ou un groupement d’intérêt économique) :

Je soussigné(e),

M, Mme (Nom, prénoms et qualités) :

**Agissant au nom et pour le compte de la société** :

Au capital de :

Ayant son **siège social** à : (adresse complète)

Immatriculé(e) à l'INSEE :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET x 14 chiffres) :

- code d'activité économique principale (APE) :

- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés (1) :

° ° °

**Établissement qui effectuera la prestation** :

**Adresse complète**

- **numéro SIRET** (x 14 chiffres) **de l’établissement qui effectuera la prestation** :

**Personne de contact :**      

***Numéro de téléphone :***        ***Courriel :***      ……………………………………….

*(1) Remplacer, s'il y a lieu, « registre du commerce et des sociétés » par « répertoire des métiers »*

**Adresse mèl à laquelle notifier la décision relative à l’attribution de l’accord-cadre :**

*Le candidat reconnaît avoir pris connaissance du mode de notification par mèl, au mèl ci‑dessus renseigné par lui, de la décision relative à l’attribution du accord-cadre.*

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et de tous les documents qui y sont mentionnés,

Je m’**ENGAGE** sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées aux conditions définies par le présent accord-cadre. L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l’accord-cadre m'est attribué dans un délai de **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

## 2.3 Cadre à remplir si le contractant est un groupement momentané d’entreprises :

[**Nota bene** : *chaque membre du groupement doit compléter un des cadres ci-dessous en utilisant :*

* *soit les rubriques définies au cadre du 2.1 ci-dessus si l’entreprise est une entreprise individuelle,*
* *soit les rubriques définies au cadre du 2.2 ci-dessus si l’entreprise est une société ou un groupement d'intérêt économique.*]

**Nous soussignés**,

Cotraitant 1 :

Cotraitant 2 :

Cotraitant 3 :

Le groupement ainsi constitué étant[[2]](#footnote-2) :  conjoint  solidaire

Le MANDATAIRE du groupement ainsi constitué étant :

représenté(e) par :

Adresse mèl à laquelle notifier la décision relative à l’attribution de l’accord-cadre :

……………………………………….…………………………………………………………

*Le candidat reconnaît avoir pris connaissance du mode de notification par mèl, au mèl ci‑dessus renseigné par lui, de la décision relative à l’attribution de l’accord-cadre.*

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et de tous les documents qui y sont mentionnés,

Nous nous ENGAGEONS sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci‑dessus, à exécuter les prestations demandées aux conditions définies par le présent accord-cadre. L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire afin de :

- signer le présent acte d’engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l’acheteur et pour coordonner l’ensemble des prestations ;

- signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures.

*Joindre impérativement le mandat en annexe du présent document. Joindre également les pouvoirs de la personne signataire du mandat si elle n’est pas un représentant légal de l’entité candidate.*

**Article 3 – PRIX**

**3.1 Partie forfaitaire de l’accord-cadre**

Les prestations seront rémunérées par un prix global et forfaitaire annuel égal à :

- Prix hors T.V.A       Euros *(en chiffres)*

- T.V.A. au taux de **%**, soit       Euros *(en chiffres)*

- Montant T.V.A. incluse       Euros *(en chiffres)*

      …………. (*en lettres*).

La **décomposition du prix global et forfaitaire**, joint au dossier de consultation des entreprises, détaille le montant des prestations.

**3.2 Partie unitaire de l’accord-cadre**

L’accord-cadre est conclu sans montant minimum et **pour un montant maximum fixé à 15 000 € TTC par an, soit 60 000 € TTC** sur toute la durée de l’accord-cadre.

Les prestations du accord-cadre relevant de la partie à prix unitaires seront rémunérées par application des prix indiqués par le titulaire dans le **bordereau des prix unitaires** annexé au présent acte d’engagement (cf. annexe 3), aux quantités commandées et exécutées.

**article 4 - durÉe ET CALENDRIER De L’ACCORD-CADRE**

L’accord-cadre est conclu pour une durée initiale d’une année à compter du **15 mars 2025** ou à compter de sa notification si elle est postérieure à cette date.

Il peut ensuite faire l’objet de trois reconductions tacites d’une durée de 12 mois chacune. Sa durée globale ne pourra excéder 4 ans.

La décision de non-reconduction est notifiée au titulaire au plus tard trois mois avant l’expiration de l’accord-cadre. La non-reconduction de l’accord‑cadre n’ouvre droit à aucune indemnisation d’aucune sorte au profit du titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu’à l’expiration de la durée de validité de l’accord-cadre.

**Article 5 - Paiements**

## 5.1 – Cadre à remplir si le contractant est une entreprise individuelle ou une société

L’Assemblée nationale se libérera des sommes dues au titulaire au titre du présent accord‑cadre en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un RIB)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Le titulaire déposera ses factures sur le **portail eFactures** de l’Assemblée nationale dans l’onglet « Facture du fournisseur/titulaire ou du cotraitant d’un groupement admis au paiement individualisé ».

## 5.2 – Cadre à remplir si le contractant est un groupement momentané d'entreprises

**5.2.1. Cadre réservé au groupement conjoint :**

En cas de groupement conjoint, les prestations seront réglées directement à chaque membre du groupement (joindre les RIB correspondants). L’annexe 1 au présent acte d’engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s’engage à exécuter.

L’Assemblée nationale se libérera des sommes dues aux cotraitants au titre du présent accord‑cadre en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

**Cotraitant 1 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

**Cotraitant 2 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

**Cotraitant 3 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Chaque membre du groupement déposera les factures le concernant sur le **portail eFactures** de l’Assemblée nationale dans l’onglet « Facture du fournisseur/titulaire ou du cotraitant d’un groupement (conjoint ou solidaire) admis au paiement individualisé ».

**5.2.2. Cadre réservé au groupement solidaire :**

**5.2.2.1. En cas de paiement sur un compte unique :**

Lorsque les prestations respectives des membres du groupement solidaire ne sont pas individualisables, les prestations feront l’objet d’un paiement sur un compte unique (joindre le RIB).

L’Assemblée nationale se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Le mandataire du groupement sera le seul habilité à déposer les factures au nom du groupement sur le **portail eFactures** de l’Assemblée nationale dans l’onglet « Facture du sous-traitant admis au paiement direct ou du cotraitant d’un groupement solidaire bénéficiant d’un paiement *via* un compte unique ».

**5.2.2.2. En cas de paiements sur des comptes distincts :**

Lorsque les prestations respectives des membres du groupement solidaire sont individualisables, les prestations seront réglées directement à chaque membre du groupement (joindre les RIB correspondants). L’annexe 1 au présent acte d’engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s’engage à exécuter.

L’Assemblée nationale se libérera des sommes dues aux cotraitants au titre du présent accord‑cadre en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

**Cotraitant 1 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

**Cotraitant 2 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

**Cotraitant 3 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Chaque membre du groupement déposera les factures le concernant sur le **portail eFactures** de l’Assemblée nationale dans l’onglet « Facture du fournisseur/titulaire ou du cotraitant d’un groupement (conjoint ou solidaire) admis au paiement individualisé ».

**5.3 Cession ou nantissement de la créance issue du marché au moment de la notification \***

Le titulaire souhaite-t-il nantir ou céder la créance issue du présent marché conformément aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique ?

Oui  Non

\* le titulaire est informé qu’il pourra demander le nantissement ou la cession de sa créance en cours d’exécution du marché.

**Article 6** **– SOUS-TRAITANCE**

**6.1 Sous-traitance déclarée au moment de l’offre**

Pour chaque sous-traitant présenté, le candidat annexe au présent acte d’engagement un formulaire DC4[[3]](#footnote-3), dûment complété, portant présentation du sous-traitant concerné.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le DC4 et l’**annexe 1** du présent acte d’engagement constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou cession de créance.

À chaque DC4 sont joints les documents établissant ses capacités professionnelles et financières.

Chaque DC4 constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification de l’accord-cadre.

La notification du présent accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. Le montant total des prestations que le titulaire envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Euros H.T.,

soit *(en lettres).*

**6.2 Sous-traitance déclarée après la conclusion de l’accord-cadre**

Pour chaque sous-traitant, le titulaire remettra un formulaire DC4 et les documents justificatifs dans les conditions fixées à l’article 6.1 ci-dessus.

Le titulaire devra en outre établir qu’une cession ou un nantissement de créances résultant de l’accord-cadre ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L’acceptation du sous-traitant et l’agrément des conditions de paiement seront notifiés au titulaire par l’Assemblée nationale. Le montant des prestations sous-traitées figurant dans cet acte spécial correspond au montant maximal de la créance que le sous‑traitant concerné pourra présenter en nantissement ou cession.

**ARTICLE 7 – AVANCE**

Le contractant, s’il réunit les conditions précisées à l’article R. 2191-3 du code de la commande publique (cocher la case correspondante) :

ne refuse pas de percevoir l'avance prévue à l'article 7.2 du CCAP.

refuse de percevoir l'avance prévue à l'article 7.2 du CCAP.

Le candidat est-il une PME, au sens de la recommandation de la Commission européenne n° 2003/361/CE du 6 mai 2003, permettant de porter le taux d’avance à 30 % ?

Oui  Non

**ARTICLE 8 – RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT**

Sans objet.

|  |
| --- |
| **Partie à compléter obligatoirement par le ou les candidats pour la présentation de leur offre :** |
| Fait en un seul original  À    Le    Signature du (des) candidat(s) *(identité du signataire\* et cachet de la société)* :  *(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.* |
| **Partie réservée à l’Assemblée nationale :** |
| Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement  À  Le  Pour le pouvoir adjudicateur, |
|  |

**ANNEXES**

**ANNEXE 1 :** Répartition des sommes dues entre cotraitants et sous-traitants admis au paiement direct

**ANNEXE 2 :** Décomposition du prix forfaitaire *(fichier Excel joint)*

**ANNEXE 3 :** Bordereau des prix unitaires et détail quantitatif estimatif/ *(fichiers Excel joint)*

**ANNEXE 1**

**RÉPARTITION DES SOMMES DUES ENTRE CO-TRAITANTS  
ET SOUS-TRAITANTS ADMIS AU PAIEMENT DIRECT**

À remplir obligatoirement en cas de cotraitance (groupement conjoint) ou de sous-traitance

*Fichier de calcul également disponible en format Excel joint*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | **Accord-cadre:** *référence* | **2024DAIP-48** | | |
|  |  |  |  | | |
|  |  | **Montant de l’ accord-cadre HT :** |  | | |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  | **Montant de l’ accord-cadre TTC :** |  | | |
|  |  |  |  |  |  |
|  | | **Nom des entreprises** | **Répartition** | **Montant** | **Montant** |
| **en %** | **HT** | **TTC** |
| Titulaire et cotraitants | |  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| TVA des sous-traitants perçue par le titulaire au titre de l’autoliquidation : indiquer ici le **montant total de la TVA qu'auraient dû verser les sociétés sous le régime de l'autoliquidation, et à verser par le titulaire** | | |  |
| **Total dû au titulaire** | | |  |
| **Sous-traitants** | **Non soumis** au régime d’auto-liquidation de la TVA |  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Soumis** au régime d’autoliquidation de la TVA |  |  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| **TOTAL** (doit être égal au montant total du accord-cadre, tel que figurant dans l'acte d'engagement) | | |  |  |  |
| **Date :**  **Signature et cachet du titulaire et des cotraitants en cas de groupement :** | | | | | |

**ANNEXE 2**

**DÉCOMPOSITION DU PRIX FORFAITAIRE**

*Voir fichier Excel joint (annexe n°2 du DCE)*

**à compléter intégralement et à joindre à l’acte d’engagement**

**ANNEXE 3**

**BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU) ET DÉTAIL QUANTITATIF ESTIMATIF (DQE)**

*Voir fichiers Excel joint (annexe n° 3 du DCE)*

**à compléter intégralement et à joindre à l’acte d’engagement**

1. Cocher la case correspondante [↑](#footnote-ref-1)
2. Cocher la case correspondante [↑](#footnote-ref-2)
3. Disponible à l’adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> [↑](#footnote-ref-3)